



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°465 du 7 au 13 mars 2024

PRIMATURE

CHOGUEL EN DANGER ?

AEEM

BIENTÔT LA FIN ?



FEMMES DANS LA TRANSITION

ENCORE DU CHEMIN À FAIRE

Malgré certaines avancées, les femmes restent peu représentées dans les organes de décision de la transition. Une réalité qui démontre la disparité de traitement entre hommes et femmes.

GRATUIT

Ne peut être vendu

UNE SERIE **CANAL+** ORIGINALLE FUTUR
EST À NOUS

SAISON 2

TOUT PEUT ARRIVER

DU LUNDI AU VENDREDI
SEULEMENT AVEC**CANAL+**

ÉDITO

Humilité

L'humilité est l'une des meilleures qualités à laquelle aspirer. Elle nous permet d'évaluer et de nous évaluer sans passion, de dévoiler sans prétention et aussi d'accepter sans mauvaise foi. Accepter une autocritique lorsque des camarades avec lesquels nous avons cheminé estiment aujourd'hui que nous ne sommes plus l'homme de la situation. Faire preuve d'humilité ne veut pas dire se « coucher » ou passer sous les fourches caudines de la défaite, c'est plutôt de savoir analyser et choisir les batailles à mener. Depuis un peu plus de trois ans, le Mali a mené plusieurs batailles et si le nom de notre pays nous a semblé retentir tel le gong, pour emprunter la formule du premier Président, Modibo Keita, ce n'est qu'une illusion d'optique. Au-delà des océans, le Mali n'est pas vraiment un sujet et les connaissances des ressortissants de plusieurs nations concernant le Maliba se limitent pour la plupart, et très souvent, à Tombouctou. L'humilité pourrait nous faire prendre conscience de cela afin de nous faire intégrer la réalité autour de nous avant de penser à voler dans nos déclarations tel Icare. Pour l'heure, cela fonctionne toujours, du fait des craintes et de Maliens qui n'ont que leur pays comme seul référentiel pour toute comparaison. Quelle grande peine ! Une autre grande peine est de constater les violences, encore et toujours, dans l'espace scolaire. Mort et blessures. Sans présumer de rien, cette énième violence devrait enfin être le déclic pour trancher dans le vif la question de l'AEEM. Dissoudre semble impensable mais réformer bien possible. En attendant, sans transition, nous nous apprêtons à vivre un mois de Ramadan très particulier. Dans la chaleur et l'obscurité, alors que les conséquences dramatiques de ce manque d'énergie ne cessent de mettre les Maliens à bout.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

2 142 dollars

C'est le prix auquel l'once d'or s'est échangée le 5 mars 2024. Le cours de l'or n'a jamais été aussi haut. C'est un record historique.

ILS ONT DIT...

• « La production thermique, très onéreuse, est favorisée à 53%, au détriment des énergies renouvelables. La gestion adéquate de cette crise est fondamentale pour la stabilité dans la fourniture d'électricité à nos concitoyens et même pour notre souveraineté énergétique. C'est le lieu de saluer la patience et la grande compréhension du peuple malien face aux énormes désagréments causés par les nombreux délestages ». **Choguel Kokalla Maïga, Premier ministre**, le 4 mars 2024.

• « Il nous faudra être à la hauteur de l'Histoire et du courage qu'elle implique. La guerre est revenue sur notre sol, des puissances devenues inarrêtables sont en train d'étendre la menace chaque jour ». **Emmanuel Macron, Président français**, le 5 mars 2024.

RENDEZ-VOUS

4 - 10 mars 2024 :

Semaine de la femme – Azalaï Hôtel – Bamako

8 mars 2024 :

Spectacle Alima Togola – IFM – Bamako

8 mars 2024 :

Francis Ngannou vs Anthony Joshua – Arabie Saoudite

10 mars 2024 :

Liverpool – Manchester City / Premier League

UN JOUR, UNE DATE

7 mars 1876 : Alexander Graham Bell obtient, aux États-Unis, un brevet d'invention pour le téléphone.



Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, est redevenu le 4 mars l'homme le plus riche au monde. Avec une fortune estimée à 200 milliards de dollars, il devance Elon Musk et ses 198 milliards.



Choguel Kokalla Maïga, le Premier ministre, a été révoqué le 5 mars de ses fonctions de Président du Comité stratégique du M5-RFP par plusieurs membres, qui lui reprochent sa gestion et l'accusent de manipulation.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Des manifestants ont défoncé le 6 mars à l'aide d'un véhicule la porte du palais présidentiel dans la capitale mexicaine. Ils réclament des résultats concernant l'enquête sur l'enlèvement et la disparition de 46 étudiants en 2014.

FEMMES DANS LA TRANSITION: ENCORE DU CHEMIN À FAIRE

Malgré certaines avancées dans la promotion du genre ces dernières années, les femmes restent peu représentées dans les organes de prise de décision sous la transition. Si elles ne sont pas complètement en marge du processus de refondation, elles peinent à peser dans les différentes instances.

MOHAMED KENOVI

La faible représentativité des femmes au sein du Comité de pilotage du Dialogue inter-Maliens, mis en place le 31 janvier 2024, est venue confirmer une tendance globale depuis le début de la Transition. La loi N°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant les mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives peine à être respectée lors des nominations aux postes de responsabilité. Sur 140 membres qui composent ce comité, seulement 28 sont des femmes. À l'instar du Comité de pilotage du dialogue inter-Maliens, les femmes restent sous-représentées dans tous les organes de la Transition et au niveau d'autres importantes instances, à commencer par le Gouvernement, où elles ne sont que 6 membres sur 28, soit une représentativité de 21,42%. Plus alarmant, seule une femme est Secrétaire générale au niveau des différents départements ministériels, selon le Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires (REFAMP). Le Conseil national de transition (CNT), l'organe législatif de la Transition, ne compte de 42 femmes sur 147 membres (28, 57%) et dans la Commission de finalisation de l'avant-projet de nouvelle Constitution mise en place en janvier 2023, les femmes n'étaient que 11 sur les 69 personnes désignées (15,94%). Même constat à l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE), installée le 10 janvier 2023 et qui ne compte que 4 femmes sur ses 15 membres, soit une représentativité féminine de 26,66 %. Au Conseil écono-

mique, social, environnemental et culturel, seulement 15 femmes sont présentes sur 68 membres. Par ailleurs, à en croire les données de l'Institut d'études de sécurité (ISS), au sein de l'Administration générale en 2021, lors du début de la 2ème phase de la Transition, les femmes constituaient 15% seulement des directeurs et directrices des services centraux et 11% des ambassadeurs et ambassadrices. « Les chiffres parlent. Nous avons encore du chemin à faire. Je pense que les femmes sont impliquées dans la conduite de la Transition, mais pas à hauteur de souhait. Le gouvernement a fourni des efforts, mais il faut encore une forte volonté politique pour améliorer la participation et la représentativité des femmes au niveau des différents organes », souligne Mme Fomba Fatoumata Niambaly, Secrétaire générale adjointe du REFAMP.

Actives malgré tout Malgré le tableau peu reluisant de leur représentativité au sein des instances de décision, les femmes du Mali ne sont pas restées en marge du proces-



En dépit de soutien affiché lors de manifestations en 2022, la représentativité des femmes dans les organes de la transition laisse à désirer.

sus de refondation enclenché depuis le début de la Transition. Tout en menant des plaidoyers pour l'application effective de la loi 052, elles se sont impliquées à divers niveaux dans les grands rendez-vous

pace CEDEAO (REPSFECO), du Réseau des femmes leaders du Mali (AWLN-Mali), du Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires (REFAMP) et du Réseau plaidoyer et médiation, a contribué à la mise en place d'un mécanisme cohérent pour la participation des femmes aux réformes de refondation du Mali. « Nous avons travaillé entre autres pour la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans toutes les décisions concernant la refondation du Mali, pendant la Transition et

REPÈRES

Nombre de femmes (sur 28) au gouvernement : **6**

Nombre de femmes (sur 140 membres) au sein du Comité de pilotage du Dialogue inter-maliens : **28**

Nombre de femmes (sur 11 membres) au sein du Collège de l'AIGE : **4**

de réflexion, de rédaction et de proposition des textes devant régir la Transition », affirme Mme Doumbia.

Loi 052, l'interminable combat. « À l'occasion des nominations dans les institutions de la République ou dans les différentes catégories de services publics au Mali, par décret, arrêté ou décision, la proportion de personnes de l'un ou de l'autre sexe ne doit pas être inférieure à 30% », stipule l'article 1er de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant les mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonc-

tions nominatives et électives. Pour la Secrétaire générale adjointe du REFAMP, le non-respect des dispositions de cette loi ne peut s'expliquer en partie que par une absence de volonté politique, parce « qu'il y a des femmes compétentes qui peuvent mieux jouer leur rôle que certains hommes ». Mme Maiga Oumou Dembélé est du même avis. Pour la Présidente du Cadre de concertation des femmes des partis politiques (CCFP), également, la faible représentativité des femmes au sein des instances de prises de décisions n'est liée qu'à la volonté et à une décision politique de la part des autorités dirigeantes. « Les décisions politiques n'émanent pas de nous. Il faut que les décideurs aient la volonté de changer les choses pour que cela bouge. Nous, en tant que femmes, nous pouvons juste mener des plaidoyers pour que la loi soit respectée », avance-t-elle. Mais, à en croire Mme Fomba Fatoumata Niambaly, l'argument de la non disponibilité de femmes compétentes ressort

souvent pour justifier leur faible représentativité dans les instances. Face à cela, le REFAMP, explique-t-elle, a initié des projets pour identifier les femmes cadres afin d'avoir un répertoire pour faire des propositions lors des nominations. « Nous allons redynamiser ce cadre d'identification pour réactualiser ce répertoire de toutes les femmes qui peuvent occuper des postes », assure-t-elle. Si la volonté politique est remise en cause pour l'application de la loi 052, les femmes reconnaissent également des pesanteurs sociales qui freinent leur participation dans ces instances. « Il arrive que les maris s'opposent aux nominations de leurs épouses et les obligent à se désister », se désole la Secrétaire générale adjointe du REFAMP, soulignant qu'il faudrait donc agir à deux niveaux. « Nous devons plaider d'une part au niveau du gouvernement et d'autre part agir à notre niveau en tant que femmes pour mieux nous préparer. Il est incompréhensible que nous nous battions pour avoir des postes et que dans le même temps certaines femmes qui sont désignées se désistent », admet-elle. « Nous sommes à pied d'œuvre pour renforcer les capacités des femmes, pour qu'elles puissent être à la hauteur, parce qu'il ne s'agit pas seulement de désigner, il faut savoir qui désigner. Il faut que les femmes qui sont désignées puissent bien jouer leur rôle », insiste Mme Fomba.

En attendant une totale application de la loi 052, les femmes ont plaidé et obtenu une disposition dans la nouvelle loi électorale adoptée en 2022. L'article 78 de ladite loi est sans équivoque : « les listes de candidatures présentées par les partis politiques, groupements de partis politiques ou candidats indépendants sont irrecevables lorsqu'elles présentent plus de 70% de femmes ou d'hommes ». ■

3 QUESTIONS À



NANA AICHA Cissé

Prémière Vice-Présidente du Réseau des femmes parlementaires

1 Quel regard portez-vous sur l'implication des femmes dans la conduite de la Transition ?

La question de l'implication et la participation de tous les Maliens et de toutes les Maliennes a été mise sur la table au lendemain de l'avènement de la Transition dans notre pays. Cependant, la mise en œuvre des dispositions prises dans les différents textes est à améliorer. Les femmes leaders se sont organisées et participent activement pour la prise en compte spécifique des préoccupations des femmes et des filles à tous les processus de réforme en cours.

2 Que faut-il pour une meilleure implication des femmes ?

Au Mali, pour la participation des femmes, le cadre légal est bien fourni. Pour une meilleure implication des femmes, il est nécessaire de mettre en œuvre effectivement les engagements, conventions et textes pris par le pays, en améliorant l'accès des femmes aux postes décisionnels, en travaillant à minimiser les pesanteurs socioculturelles et en renforçant les capacités des femmes dans divers domaines.

3 Quel doit être le rôle des femmes dans le processus de refondation ?

Il est connu et reconnu que la femme est la première éducatrice, le pilier de la famille. Donc elle a un rôle incontournable, car le processus de refondation doit commencer depuis la famille et dans la communauté pour lui donner une bonne assise dans la vie publique et la gestion des affaires de l'État. ■

VBG : DE PLUS EN PLUS DE VICTIMES

En 20 ans, entre 2002 et 2022, le nombre de victimes de violences basées sur le Genre (VBG), très majoritairement des femmes, a explosé, passant de 2 283 à 14 264 cas, selon les chiffres du ministère de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille. Une tendance alarmante qui souligne l'ampleur croissante de ce fléau social au Mali.

MOHAMED KENOVI



Chaque année, du 25 novembre au 10 décembre est organisée les 16 jours d'activisme contre les VBG qui vise à engranger des progrès dans la lutte.

Il existe 6 différents types de VBG : le viol, l'agression sexuelle, le mariage d'enfants, le déni de ressources, d'opportunités ou de services et les violences psychologiques ou émotionnelles. Selon le Bulletin statistique annuel 2021 de la Direction

nationale de la population (DNP), parmi les types de VBG rapportés en 2021, les données montrent une prédominance des violences sexuelles (38%), dont 23% de viols. Pour le reste, 20% sont des agressions physiques et des violences psychologiques, 15%

sont des agressions sexuelles, 12%, des dénis de ressources et 10% des mariages précoces. Parmi les 14 264 cas de VBG enregistrés au Mali en 2022, 14% étaient des violences sexuelles et 12% des victimes étaient des enfants de 12 à 17 ans. Si les statistiques de l'année 2023 ne sont pas encore publiées, au Programme national pour l'abandon des VBG on craint des chiffres plus élevés que ceux de 2022. Selon une source au sein de la structure, entre janvier et juin 2023 plus de 7000 cas avaient été déjà enregistrés.

Les agressions sexuelles en hausse Selon le Bulletin annuel de la DNP, les statistiques de 2021 montrent une tendance à la réduction des cas de violences sexuelles de 3% (23% en 2020 contre 20% en 2021). Par contre, les cas d'agres-

sions sexuelles sont passés de 15% en 2020 à 34% en 2021. La même tendance à la hausse se poursuit pour les cas de violences physiques, qui sont passés de 20% en 2020 à 27% en 2021, soit un taux d'augmentation de 7%. « Pour le mariage d'enfants, le taux est resté inchangé (de 10% à 2020 il est resté le même en 2021). Le déni de ressources, d'opportunités ou de services a connu aussi une évolution de 6%. De 12% en 2020 il est passé à 18% en 2021. Seules les violences psychologiques ou émotionnelles ont connu une baisse significative : elles passent de 20% en 2020 à 11% en 2021 », indique le bulletin.

Si les VBG se multiplient au fil des années au Mali, il n'existe toujours pas de loi spécifique pour lutter contre le fléau. Plusieurs tentatives d'adoption d'une loi spécifique ont échoué par le passé, mais la réforme du Code pénal en cours devrait permettre de prendre les VBG en compte dans le nouveau texte. ■



1. GBVIMS: Genre Based Violence Information Management
2. MARA: Monitoring, Analysis and Reporting Arrangements

Date de mise à jour des données : juillet 2023 Source: GBVIMS Feedback: Amadou Yalcouy, coordinateur GBVIMS, email: yalcouy@unicef.org



Consommer Sahel Infusion,
c'est consommer le Made in Mali.



Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78

Site web : www.sahelinfusion.com

PRIMATURE : CHOGUEL KOKALLA MAIGA SUR UN SIÈGE ÉJECTABLE ?

La crise au sein du M5-RFP a pris de nouvelles proportions le 5 mars 2024, avec la révocation de Choguel Kokalla Maïga de la tête du Comité stratégique par la tendance Imam Oumarou Diarra. Alors qu'il a été nommé Premier ministre en juin 2021 en tant que Président de ce Comité stratégique, le chef du gouvernement est-il désormais menacé à la Primature ?

MOHAMED KENOVI

Lors de sa conférence de presse du 2 mars 2024, le Comité stratégique du M5-RFP tendance Imam Oumarou Diarra avait donné un ultimatum de 72 heures à Choguel Kokalla Maïga pour « rassurer face aux graves accusations de manipulation qui pèsent sur lui et sur sa responsabilité éminente dans la situation actuelle ». « À défaut, il sera purement, simplement et démocratiquement démis de ses fonctions de Président du Comité stratégique et ramené au niveau de militant à la base, sans qu'il soit besoin de suspensions ou d'exclusions, qui restent les armes des faibles », avait averti l'Imam Oumarou Diarra, épaulé par d'autres figures du mouvement à l'instar de Me Mountaga Tall et de Jeamille Bittar. De la parole ils sont passés à l'acte le mardi 5 mars, après



Evincé de la présidence du comité stratégique du M5-RFP, Choguel Maïga pourra-t-il conserver la Primature ?

toires de ses porte-voix attitrés, décident de révoquer purement, simplement et démocratiquement le mandat de Président du Comité stratégique initialement confié à Choguel Kokalla Maïga » ont-ils déclaré.

Lors d'une intervention, le 1er mars dernier, le chef du gouvernement lui-même avait déclaré être la cible de certains militaires qui mettent tout en œuvre pour l'affaiblir.

une réunion extraordinaire tard dans la nuit, à l'issue de laquelle ils ont annoncé avoir démis Choguel Maïga de ses fonctions de Président du Comité stratégique. « Réunis en session extraordinaire ce mardi 5 mars 2024 pour examiner les suites réservées par Choguel Kokalla Maïga aux demandes l'invitant à se hisser à la hauteur de ses responsabilités, constatant l'expiration du délai qui lui a été imparti pour ramener la cohésion et la sérénité au sein du mouvement M5-RFP, regrettant au contraire les propos injurieux et diffama-

Secousses à la Primature ?

Si cette révocation de Choguel Maïga de la tête du Comité stratégique est un « non-événement » pour le camp qu'il incarne, parce que « la plupart de ceux qui ont pris la décision ont été déjà suspendus du Comité stratégique », pourrait-elle toutefois avoir des conséquences sur le Premier ministre pour la suite de la Transition ? Lors d'une intervention, le 1er mars dernier, le chef du gouvernement lui-même avait déclaré être la cible de certains militaires qui mettent

tout en œuvre pour l'affaiblir. « Il y a des militaires qui veulent affaiblir le M5. Ils font des réunions toutes les nuits, appellent des membres du M5 et leur disent qu'ils ne savent pas si je veux devenir Président ou pas. Donc, pour m'affaiblir, il faut qu'ils disent qu'ils ne veulent plus de moi et quand je serai faible je vais me rendre », a-t-il révélé. Pour certains observateurs, la crise au sein du M5 fragilise incontestablement le Premier ministre et cela pourrait lui coûter son départ de la Primature. « Sa base solide était le M5. Il menaçait et parlait au nom du M5. Si ce mouvement se trouve aujourd'hui en lambeaux, les militaires en face sauront que le Premier ministre n'a plus d'arrière-garde. Il est forcément plus affaibli et devient une proie facile », confie un analyste. Mais, pour un autre analyste politique, Boubacar Bocoum, le « cinéma » de certains membres du comité stratégique du M5-RFP ne devrait pas remettre en cause le poste de Premier ministre de Choguel Kokalla Maïga. « Ce n'est pas le Comité stratégique du M5-RFP qui gère le

EN BREF

AES : 1ÈRE RÉUNION DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR À NIAMEY

Niamey a accueilli mercredi 6 mars 2024, la première réunion du Conseil des Chefs d'état-major des pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Elle a servi de plateforme pour examiner les propositions et recommandations faites par les Experts et les Ministres des pays respectifs, le Burkina Faso, le Mali et le Niger, pour aboutir à un schéma de Force à générer pour la sécurisation du territoire de l'Alliance des Etats du Sahel. « Nous devons impérativement coopérer pour relever les défis sécuritaires. Ceci permettra de créer les conditions d'un développement harmonieux d'intégration de nos communautés, de garantir notre indépendance réelle et de préserver notre dignité dans le concert des Nations », a indiqué le général de Brigade Moussa Salaou Barmou, Chef d'état-major des Armées du Niger à l'ouverture des travaux avant de préciser qu'à l'issue des échanges interactifs, un Concept des Opérations cohérent et adapté aux exigences de la conflictualité de l'espace AES serait soumis à la hiérarchie pour validation. ■ **M.K**

pays, mais plutôt le Colonel Assimi Goïta et ses collègues. Tant que le Président voudra de Choguel Maïga en tant que chef du gouvernement, il va le garder », soutient-il. Même son de cloche chez une source proche du M5-RFP, tendance Boubacar Karamoko Traoré, qui a requis l'anonymat. « Tant que les militaires reconnaîtront le seul Comité stratégique qu'incarne Boubacar Traoré, le Premier ministre ne pourra pas être inquiété. La preuve, quand d'autres sont partis créer un autre mouvement, cela n'a eu aucun effet », glisse-t-elle. ■

SILAMÈYA BARO



PRÉSENTÉ PAR IMAM OUSMANE DIARRA

LUNDI - MERCREDI - JEUDI

12H30



LA TÉLÉ QUI VOUS ALLUME !



PRIX DU SUCRE : LES CONSOMMATEURS EN ALERTE

Le Ramadan approche. Et, comme souvent, il rime avec une hausse inexpliquée du prix de plusieurs produits de première nécessité et de grande consommation, dont le sucre. C'est pour prévenir tout abus que les associations de consommateurs ont alerté les autorités. Outre la disponibilité du produit à un prix plafond, elles annoncent un dispositif d'encadrement des mesures.

FATOUMATA MAGUIRAGA

À l'approche de chaque Ramadan une flambée des prix est observée. Fort de ce constat, le Regroupement pour la défense des consommateurs du Mali (REDECOMA), l'Association libre des consommateurs du Mali (ALCOM) et l'Association des consommateurs du Mali (ASCOMA) ont tenu des rencontres avec la Direction générale du commerce et de la concurrence (DGCC). Suite aux différentes séances de travail, il ressort que le marché est suffisamment approvisionné, ont annoncé les représentants des associations de consommateurs le 5 mars 2024. Fixés par les autorités, les nouveaux prix plafonds sont de 600 francs CFA pour le sucre local et 650 francs pour le sucre importé.



À moins d'une semaine du début du ramadan, le débat autour du prix du sucre est toujours intense.

Numéros verts :
36 088 / 36 099

Prix du kilo-gramme de sucre

Local :
600 francs CFA

Importé :
650 francs CFA

Tenir les engagements Pour éviter toute spéculation autour de ces prix, les autorités en charge du Commerce ont adopté certaines mesures. Ainsi, « le gouvernement a mobilisé 25 000 tonnes » de sucre correspondant à la consommation mensuelle au Mali. Sur lesquelles 12

500 tonnes seront réparties entre les différentes régions et 12 500 à Bamako, détaillent les associations de consommateurs. Pour accompagner ces mesures et permettre leur mise en œuvre, un dispositif de veille sera mis en place dans les différents magasins de distribution. Ainsi, un consommateur ne pourra se procurer qu'un seul sac à la fois. Une équipe mobile sera à pied d'œuvre pour « traquer les contrevenants », assurent les associations. Plus qu'un test, la mise en œuvre de ces mesures sera un véritable défi pour les auto-

rités. Destinés à lutter contre la spéculation et à protéger le pouvoir d'achat, déjà, du consommateur, ces prix, inférieurs à ceux de la campagne précédente qui avaient atteint 700 francs CFA le kilogramme, ont résulté d'un ensemble de mesures dont une « Opération spéciale d'importation » de 50 000 tonnes de sucre en décembre 2023. Avec l'arrivée sur le marché du sucre local, relever le défi semble à portée de main, à condition de pouvoir tenir les engagements. Les consommateurs, qui semblent en alerte, disposent aussi de numéros verts pour dénoncer tout manquement. Il faut rappeler que ces mesures sont adoptées de concert avec la Chambre de commerce et d'industrie du Mali. ■

F.M

Thé durable Une demande croissante

La demande en thé durable augmente considérablement et pourrait profiter à plusieurs pays africains dont le Mali. Le Mali, le Mozambique, le Kenya, le Malawi, la RDC et l'Éthiopie ont représenté 12% de la production africaine de thé en 2020, avec une production cumulée de 100 000 tonnes. Mais moins de la moitié de cette quantité a été certifiée durable en 2021. Pour développer leur potentiel en thé durable, dont

la demande augmentera de 8,4% d'ici 2026 aux États-Unis, ces pays doivent adopter des pratiques conformes. Plus des deux tiers des 13 millions de personnes employées dans le secteur mondial du thé sont de petits exploitants des pays en développement. Ils ont produit 60% du thé mondial en 2022, déclare le Rapport mondial sur le prix du thé et la durabilité de l'Institut international pour le déve-

loppement durable (IISD). La production mondiale de thé a dépassé les 17 milliards de dollars par an et le commerce mondial du thé est évalué à 9,5 milliards de dollars, constituant une importante source de revenus pour les pays en développement, note le rapport, publié en janvier 2024. En 2019, au moins 1,67 million de tonnes de thé conformes aux VSS (Normes volontaires de durabilité) a été produit par plus d'un million de produc-

EN BREF

BOAD : UN FINANCEMENT DE 30 MILLIARDS POUR LE MALI

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) a approuvé 10 nouvelles opérations, dont 1 pour le Mali, lors de la 140ème session de son Conseil d'administration, le 4 mars 2024. D'un montant total de 238,5 milliards de francs CFA, portant à 8 412,9 milliards francs CFA l'ensemble des engagements de la banque depuis le lancement de ses opérations, en 1976. Au Mali, le prêt approuvé concerne le financement partiel de la Phase II du Programme de développement de l'irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué (P2-PDI-BS). « Ce programme vise l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et la réduction de la pauvreté dans sa zone d'intervention », indique la banque. Sa mise en œuvre vise notamment à accroître le revenu des producteurs et permettra aux populations de mieux se préparer aux risques climatiques. Le coût de l'opération est de 30 milliards de francs CFA. La banque a aussi approuvé un financement de 29 milliards pour le Burkina, en vue du financement de la transformation du coton graine en fibres et de la production d'engrais minéraux dans le pays. ■

F.M

RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON CERTAINES DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

RÉSULTATS GLOBAUX DU RGPH5

Population totale
22 395 489



Hommes
50,3%



Femmes
49,7%



Femmes en âge de procréer*
45,7%



Ménages dirigés par les femmes
10,7%



* 15-49 ans

TAUX D'ALPHABÉTISATION DES PERSONNES ÂGÉES DE 15 ANS ET PLUS

Hommes
55,9%



Femmes
44,1%

POPULATION MALIENNE D'ÂGE ÉLECTORAL (18 ANS ET PLUS)

Hommes
48,5%



Femmes
51,5%

Source : INSTAT (Rapport préliminaire RGPH5)

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
n°465 du 7 mars 2024

Journal du Mali

afribone

Votre connexion Internet, notre engagement

20 28 00 00

VIOLENCES SCOLAIRES : LA FIN DE L'AEEM ?

Le 28 février 2024, le campus de Badalabougou a été le théâtre d'un nouveau drame qui a endeuillé l'école malienne. De violents affrontements ont opposé des groupes rivaux lors du renouvellement du bureau de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM). Avec un mort et plusieurs personnes grièvement blessées. Réagissant à l'incident, le gouvernement a décidé de suspendre les activités de l'organisation au sein de l'espace scolaire. Si certains y voient une étape vers sa dissolution, mais d'autres acteurs de l'école espèrent que cela sera une opportunité pour refonder l'organisation estudiantine, qui dévie depuis longtemps.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Après de nouvelles violences, l'AEEM est suspendue jusqu'à nouvel ordre.

« Nous soutenons cette décision du gouvernement », annonce Opéri Berthé, premier Vice-président du Cercle de réflexion et de solidarité des anciens leaders de l'AEEM et Secrétaire général de cette organisation en 1996. En 2020, suite à la multiplication des incidents violents, surtout lors des renouvellements des organes dirigeant l'organisation scolaire, les acteurs de l'école avaient formulé plusieurs recommandations visant notamment à assécher les fonds, qui étaient devenus « le principal problème » de l'organisation. Le Centre national des œuvres universitaires (CENOU) avait donc repris la main sur les activités extrascolaires de l'AEEM, qui lui permettaient de générer des millions de francs CFA,

dont la gestion des parkings et du campus, avec la fin du partenariat entre l'AEEM et les autorités. D'autres recommandations, dont la mise en œuvre manque visiblement de suivi, prévoyaient l'installation de postes de sécurité à la clôture de certains établissements.

Des interférences politiques et le geste du Président de la Transition d'offrir deux véhicules à l'organisation, sûrement mal interprété, n'ont pas contribué à l'apaisement.

Refonder plutôt que dissoudre ? Seydou Patrice Dembélé est le Secrétaire général de l'Amicale des militants et sympathisants de l'Union nationale des élèves et étu-

dants du Mali (AMSUNEEM). Contrairement à plusieurs acteurs, il ne souscrit pas à la dissolution de l'AEEM. Impliquée dans la gestion de la crise, l'Amicale avait mis en place un Comité scientifique pour accompagner la mise en place des instances de l'AEEM. Et des critères tels que l'assiduité et la moyenne avaient été instaurés. Tout s'était bien passé lors du premier renouvellement après 2020. Mais le climat s'est détérioré et en 2023 des incidents avaient émaillé le renouvellement du bureau. Des interférences politiques et le geste du Président de la Transition d'offrir deux véhicules à l'organisation, sûrement « mal interprété », n'ont pas contribué à l'apaisement. Les vieux démons ont donc refait surface et l'AEEM a besoin de « refondation » pour recoller à

ses objectifs, suggère-t-il. Car l'administration scolaire et les autorités ont besoin d'interlocuteurs pour éviter « l'anarchie » que pourrait créer son absence, craint Opéri Berthé. ■

EN BREF

SYMBOLES DE L'ÉTAT : UNE SEMAINE DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION

Le gouvernement organise la Semaine de sensibilisation à la connaissance et à l'harmonisation de l'usage des symboles de l'État. Drapeau, hymne national ou encore sceaux de la République : des confusions et une certaine anarchie existent autour de leur utilisation. Pour faire connaître davantage ces symboles de l'identité nationale, le gouvernement organise du 11 au 17 mars 2024 une semaine d'activités. Éléments distinctifs d'une Nation par rapport aux autres, mais aussi creusets de l'identité nationale, le drapeau, l'hymne, la devise, les armoiries et le sceau de la République constituent les symboles. Fondant le sentiment d'appartenance à une même nation, l'usage de ces symboles est soumis à des codes précis, très souvent méconnus du grand public. C'est pour remédier à ces carences que le ministère de la Justice a initié l'organisation de cette semaine nationale. Il s'agira de partager avec l'ensemble des citoyens et des administrations, lors d'une campagne intensive de communication, l'ensemble des règles relatives à l'usage de ces symboles. L'objectif de cette activité est de parvenir à une prise de conscience collective sur la nécessité du respect des symboles afin d'aboutir à la fin de leurs violations récurrentes à travers une meilleure utilisation. Les symboles de l'État sont un ensemble de signes, quelquefois de mots, qui font appel à certaines valeurs dans lesquelles se reconnaissent les citoyens. Des signes dont l'usage est malheureusement « banalisé », reconnaissent les autorités. Des usages qui jurent avec le respect dû par exemple au drapeau, souvent porté comme habit, ce qui peut même constituer « une profanation ». ■

F.M

ÉTATS-UNIS : LE DUEL BIDEN- TRUMP SE PRÉCISE

Le Président américain Joe Biden et l'ancien Président Donald Trump ont remporté le Super Tuesday lors des primaires de leurs partis respectifs pour l'élection présidentielle de 2024.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



La voie est balisée pour un nouveau duel Biden-Trump lors de la présidentielle américaine de 2024.

Joe Biden, défié par l'auteure américaine Marianne Williamson et le membre du Congrès Dean Phillips, a remporté les primaires démocrates de l'Alabama, du Massachusetts, du Maine, de Caroline du Nord, de l'Oklahoma, du Tennessee, de Virginie et du Vermont, ainsi que le caucus du parti dans l'Iowa, selon les médias américains. Donald Trump, quant à lui, s'est imposé dans les primaires républicaines en Alabama, en Caroline du Nord, en Oklahoma, au Tennessee et en Virginie et devance l'ancienne Gouverneure de Caroline du

Sud et ancienne ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies Nikki Haley. Cette dernière, qui ne l'a emporté que dans un seul des 15 États en jeu (Le Vermont), a finalement jeté l'éponge mercredi. Elle était la seule candidate dans le camp républicain à s'opposer encore à Trump. Entouré de ses partisans après les résultats, Donald Trump a salué « une soirée formidable, une journée incroyable ». En dépit de ses déboires judiciaires, le milliardaire s'avance vers un nouveau duel face à Joe Biden, un remake de la présidentielle de 2020. Avant le Super Tues-

day, trois États avaient exclu Trump des bulletins de vote des Primaires. L'Illinois avait le 28 février dernier emboité le pas au Colorado et au Maine. En cause : ses agissements lors de l'assaut du Capitole, au cours duquel ses partisans avaient attaqué et envahi le cœur de la démocratie américaine. Cette décision intervient alors que la Cour suprême, sommet du pouvoir judiciaire américain, doit déterminer si les actes du 45ème Président des États-Unis lors des événements du 6 janvier 2021 le rendent inéligible. Sauf que les chances que la Cour, à large majorité républicaine, tranche en défaveur de Trump sont faibles, selon des observateurs.

De mal en pis Un récent sondage réalisé par le Centre de recherche en affaires publiques NORC et Associated Press a révélé qu'une part importante des adultes américains doutent des capacités mentales de M. Biden, 81 ans, et de M. Trump, 77 ans. Plus de six personnes sur dix se disent peu ou pas du tout confiantes dans les capacités mentales de M. Biden pour exercer efficacement la fonction de Président, tandis que 57% estiment que M. Trump n'a pas la mémoire et l'acuité nécessaires pour ce poste, selon le sondage. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CHINE : AUGMENTATION DU BUDGET DE LA DÉFENSE

La Chine devrait augmenter ses dépenses en matière de défense de 7,2% pour atteindre 1 670 milliards de yuans (230,6 milliards de dollars) en 2024, selon un rapport budgétaire publié mardi par le ministère des Finances, dans le cadre des réunions parlementaires annuelles à Pékin. Depuis l'arrivée à la présidence de Xi Jinping il y a plus d'une décennie, le budget de la Défense a doublé - il était à 720 milliards de yuans en 2013. Le budget militaire officiel de la Chine est le 2ème au monde derrière celui des États-Unis, même si certaines estimations non officielles suggèrent que l'ampleur des dépenses militaires de Pékin pourrait être plus importante que ce qui est officiellement annoncé. Dans le document gouvernemental, la Chine a réitéré son appel à la « réunification » avec Taïwan mais ajouté vouloir qu'elle se fasse « avec fermeté », contraste avec l'adjectif crucial employé dans les précédents rapports, « pacifique ». Elle considère Taïwan comme une province renégate et n'a pas exclu par le passé de recourir à la force pour la ramener dans son giron. L'île dément appartenir à la Chine. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

SÉGOU : 48 TUÉS SUR LES ROUTES EN 2023

Les accidents de la route ont causé la mort de 48 personnes et blessé 1 855 autres à Ségo en 2023. Ces chiffres ont été révélés par les services de la Protection civile ce 4 mars 2024. Selon ces autorités, 1 178 interventions ont été effectuées durant la même période. C'est le 4 mars 2024 qu'a débuté la mise en œuvre de la Convention ANASER - Police nationale sur le contrôle routier en urbain. L'opération a démarré dans les villes de Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségo et Mopti. Son objectif est de prévenir les accidents de la circulation routière par des contrôles et des sensibilisations. Les infractions ciblées sont l'excès de vitesse, le surnombre de passagers, les chargements volumineux, le téléphone au volant et au guidon et le non-respect de l'utilisation des pistes cyclables, entre autres. ■

F.M

LIGUE DES CHAMPIONS : UN NOUVEAU FORMAT FACE À LA SUPER LEAGUE

Le nouveau format de la Ligue des Champions est validé depuis un moment et l'UEFA a dévoilé les dates pour cette compétition new look, qui débutera au mois de septembre. Cela va ajouter plus de matchs à tous les participants, puisque chaque équipe en jouera au minimum 8 matchs, alors que la Super League, compétition dissidente, pousse pour convaincre.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



L'UEFA a officialisé sa nouvelle formule pour la ligue des champions alors que la Super League cherche des partenaires.

En effet, il ne s'agira désormais plus de poules mais d'un mini championnat de 36 équipes (au lieu de 32) où il faudra finir dans les 8 premiers pour se qualifier directement pour les 8èmes de

finale. Chaque club disputera 8 matchs, 4 à domicile et 4 à l'extérieur. De la 9ème à la 24ème place, un play-off sera organisé, une double confrontation dont seul le vainqueur passera au tour suivant. À partir des

8èmes, statu quo. Dès la première phase, il n'y aura donc plus 6 mais 8 journées, qui se disputeront entre le 17 septembre 2024 et le 29 janvier 2025 pour cette 1ère édition. Les play-offs auront lieu les 11-12 et 18-19 février 2024, puis en mars auront lieu les 8èmes de finale (4-5 mars et 11/12 mars). Les quarts se joueront les 8/9 et 15/16 avril et les demi-finales les 29-30 avril et 6/7 mai 2025. La finale aura lieu le 31 mai. Selon une journaliste espagnole, ce nouveau calendrier va donner de nouveaux maux de tête à la Fédération espagnole, puisque cette nouvelle formule ne se terminera que fin janvier, date à laquelle les clubs espagnols jouent la Supercoupe d'Espagne en Arabie Saoudite et la Coupe du Roi. Cette annonce intervient alors qu'un sondage réalisé la semaine dernière par A22, société promotrice de la Super League, estime que 72% des personnes sondées sont favorables à la création de la compétition dissidente. Toutefois, en février, les ministres des Sports de l'Union européenne, à l'exception de l'Espagne, ont pris le contre-pied du projet, en appelant à préserver les « principes d'ouverture » et de « mérite sportif » des compétitions, dans une déclaration publiée le jour où se tenait à Paris un congrès de l'UEFA. Après l'échec du premier projet, l'organisation A22 créée après cet épisode une compétition ouverte à 64 clubs répartis en trois ligues. ■

Joshua – Ngannou Les deux boxeurs promettent le KO

Ce vendredi 8 mars, les yeux du monde de la boxe seront tournés vers Riyad, en Arabie Saoudite. Après avoir poussé Tyson Fury à la défaite en octobre dernier, malgré une superbe prestation, Francis Ngannou va se mesurer à une autre star, le Britannique Anthony Joshua. Un deuxième test pour le « Predator », qui a annoncé vouloir mettre son adversaire KO et « prendre son âme ». Anthony Joshua, 30 combats et 27 victoires, dont 24 par KO, s'est dit bien physiquement et mentalement et assure être en mesure de mettre au tapis le Camerounais. Joshua est sur une formidable dynamique, 3 victoires de rang, et compte bien reprendre ses titres de champion du monde. Mais il devra l'emporter sur l'ancien champion de l'UFC. Le Camerounais de 37 ans, qui va alterner entre le MMA et la boxe, effectuera son retour dans la cage au PFL contre le Brésilien Renan Ferreira (date à déterminer). ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

Le jeune attaquant français **Mathys Tel** a prolongé son contrat au Bayern Munich jusqu'en 2029, a annoncé mercredi le club allemand dans un communiqué de presse. Le contrat du Français de 18 ans, initialement fixé jusqu'à l'été 2027, court désormais jusqu'à l'été 2029.

Exclu après la fin du match face à Valence après avoir protesté contre son but refusé, l'Anglais **Jude Bellingham** a écopé le 6 mars de deux matchs de suspension en Liga. Le Real Madrid a prévu de faire appel afin de réduire la suspension.

VIRGINIE DEMBÉLÉ : TOURNÉE MONDIALE POUR LA CHANTEUSE

Choisie lors des « Shows Cases » de la 10^{ème} édition du festival Spot on Mali Music, la chanteuse malienne Virginie Dembélé représentera son pays à « Spot à Aarhus 2024 » au Danemark. Une belle opportunité de promotion pour la jeune musicienne, qui prépare son deuxième album.

FATOUMATA MAGUIRAGA



L'artiste **Virginie Dembélé** est désormais une des valeurs sûres de la musique malienne.

Avant sa tournée scandinave et quelques dates européennes, Virginie travaille activement sur deux singles qui feront partie de son album en gestation. Du rythme et un mélange tradi-moderne de sonorités bwes (son ethnie), elle reste fidèle à son style. Dans le contexte difficile que traverse le Mali, Virginie chante la diversité culturelle, l'amour, le travail, une « valeur cardinale » que chacun doit faire sienne.

Dans l'univers riche et inépuisable de la musique malienne, la chanteuse « s'adapte à la modernité tout en gardant ses racines ». C'est ce qui fait sa force, soutient-elle. Tout comme le peuple, riche de sa diversité, la musique malienne « compte aussi divers rythmes et sonorités ». D'abord choriste pour son église, elle démarre sa carrière avec un single en 2015, avant son premier album, « Wilé », en 2020. Elle mène parallè-

lement des études de lettres, soutenue par son père, professeur de lycée et fervent défenseur de la culture bwa. Même si elle reconnaît que le contexte est plutôt favorable aux « sons faits un peu à la va vite », Virginie veut privilégier la recherche, « comme Salif Keita ou encore Toumani Diabaté ». Pour préserver davantage « sa valeur », la musique malienne a cependant besoin d'être « poussée » par tous les acteurs de la culture, suggère la musicienne.

Contraintes Des obstacles, elle en a rencontré, comme toutes les femmes, mais pas assez pour la démotiver, parce que « la musique est sacrée ». Et qu'il faut rester « focalisé sur son travail et son objectif ». Les jeunes comme elle ont du talent, mais ils ont besoin de plus d'espaces pour faire leur promotion. « J'invite tous les promoteurs à faire la promotion des jeunes à travers leurs espaces. Qu'il y ait des maisons de production professionnelles, comme en Europe, pour la musique ». Des maisons de production locales dignes de ce nom, afin que les artistes ne soient pas obligés « de s'exiler pour faire leur travail ».

Avant sa participation à Spot Aarhus, prévue en 2025, l'artiste sera sur scène au Canada le 6 juillet, lors du festival mondial de musique Femmes d'ici et d'ailleurs, ainsi qu'en France et en Belgique. ■

INFO PEOPLE

BRÈVE APPARITION DE KATE MIDDLETON

La Princesse de Galles a fait une brève apparition le 4 mars 2024, « dans une voiture, à côté de sa mère », aux abords du Palais de Windsor, annonce le site Voici. L'épouse du Prince William n'était plus apparue en public depuis son intervention chirurgicale, survenue en janvier. Alors qu'elle avait décidé de rester discrète jusqu'en avril, l'état de santé de Kate Middleton a fait beaucoup spéculer. « Elle espère que le public comprendra son désir de maintenir autant de normalité que possible pour ses enfants et son souhait que ses informations médicales restent privées », avait expliqué le palais royal.



MYLMO « DÉMISSIONNE »

« Désolé de vous annoncer que ceci marque un terme à tout ce qui concerne Mali Ko (problèmes politiques maliens) dans ma musique et que je ne répondrai à aucune question qui va dans ce sens, pour la tranquillité de ma famille et mes proches », a posté le rappeur malien sur sa page Facebook le 4 mars 2024, après la polémique née suite à « sa lettre au Président ». Il a tout de même promis de continuer à chanter la vie, la mort, à éduquer les enfants à travers ses chansons, pour l'amour de la musique et celui que ses fans ont pour lui.



Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journalumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journalumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journalumali.com
contact@journalumali.com

Le saviez-vous ? **NOUS VOUS PRÊTONS** en attendant que vos clients vous paient.



www.boamali.com